



**PRÉFET  
DE LA REGION  
NORMANDIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Décision relative à la réalisation d'une évaluation environnementale prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, après examen au cas par cas du projet de boisement d'une prairie pâturée au lieu dit La Grouettière sur la commune de L'hôme-Chamondot (Orne)**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE,  
PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite  
Chevalier des Arts et des Lettres**

- vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R. 122-6 ;
- vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- vu l'arrêté préfectoral n° SGAR/23-036 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la décision en vigueur portant subdélégation de signature à Mme Sandrine Pivard, directrice régionale adjointe de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la demande d'examen au cas par cas n°2023-5099 relative au projet de boisement d'une prairie pâturée au lieu dit La Grouettière sur la commune de L'hôme-Chamondot (Orne), déposée par Monsieur Aubin Dominique et reçue complète le 2 octobre 2023 ;
- vu la contribution de l'agence régionale de santé de Normandie en date du 9 octobre 2023 ;
- vu la contribution de la direction départementale des territoires de l'Orne en date du 17 octobre 2023 ;

**Considérant** la nature du projet qui consiste à boiser environ 1 hectare de prairies au lieu dit La Grouettière sur la commune de L'hôme-Chamondot dans le département de l'Orne ;

**Considérant** que le projet relève de la rubrique n° 47 concernant « *les premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion de sols* » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ; qu'il s'agit en l'espèce de « *premiers boisements d'une superficie totale de plus de 0,5 hectare* » (47 c), rubrique pour laquelle un examen au cas par cas est prévu afin de déterminer si la réalisation d'une évaluation environnementale est nécessaire ;

**Considérant** que le projet prévoit de boiser environ 1 hectare de prairie pâturée, dans le but, selon le dossier, de production de bois d'œuvre ;

**Considérant** que le projet prévoit, dans sa phase de travaux et en phase d'exploitation :

- un travail préparatoire du sol par sous-solage ;
- la plantation de 1000 plants en rang distant de trois mètres sur trois mètres en fin d'automne ;
- la réalisation d'une plantation diversifiée en feuillus selon les dispositifs suivants : 60% chênes sessiles, 25% hêtres, 15% chênes pédonculés ;
- une coupe des arbres en période hivernale et un entretien mécanique de la parcelle en automne ou hivers ;

**Considérant** que le boisement est situé :

- sur la partie nord de la parcelle cadastrée OG 249 au lieu dit La Grouetière sur la commune de L'hôme-Chamondot (Orne) ;
- au sein du parc naturel régional du Perche ;
- en dehors de tout site Natura 2000, le plus proche étant à environ 500 m, la zone de protection spéciale «*Forêts et étangs du Perche* » référencée sous le n° FR2512004 ;
- en bordure de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff), de type II «*zones humides forêts et coteaux du haut-perche* » référencée sous le n° 250002608 ;
- en bordure d'un réservoir boisé «*la forêt domaniale de Moulins-Bonsmoulins* » ;
- en dehors de zones humides pour la partie nord de la parcelle plantée et en partie dans un secteur prédisposé à la présence de zones humides ;
- en dehors de toute zone couverte par un arrêté de protection de biotope ;
- au sein d'un corridor écologique boisé identifiés par la trame verte du schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de Basse-Normandie, repris par le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (Sraddet) de Normandie ;

**Considérant** que, d'après la répartition dans l'espace fournie par le maître d'ouvrage, il s'engage à conserver les haies identifiées ; à laisser un passage de 10 mètres tout autour de la plantation ; que les habitats naturels et les éléments paysagers présent semblent préservés ;

**Considérant** la volonté du porteur de projet de créer un boisement de feuillus ; que les essences choisies semblent être adaptées au milieu ; que le projet évite le boisement en zone humide ;

**Considérant** ainsi qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des considérations mises en avant par le pétitionnaire pour la réalisation de son projet, celui-ci n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

## DÉCIDE

### **Article 1<sup>er</sup>**

Le projet de boisement d'un hectare de prairies pâturées au lieu dit La Grouetière sur la commune de L'hôme-Chamondot dans le département de l'Orne **n'est pas soumis à évaluation environnementale**.

### **Article 2 :**

La décision implicite résultant du silence gardé par l'administration au-delà du délai réglementaire fixé par l'article R. 122-3-1-IV du code de l'environnement, prescrivant la réalisation d'une évaluation environnementale pour le projet de boisement d'un hectare de prairies pâturées au lieu dit La Grouetière sur la commune de L'hôme-Chamondot dans le département de l'Orne, est retirée.

### **Article 3 :**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives et procédures auxquelles le projet peut être soumis. Une nouvelle demande d'examen au cas par cas serait exigible si les éléments de contexte ou les caractéristiques du projet présentés dans la demande examinée venaient à évoluer de manière significative.

### **Article 4 :**

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie : <http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Rouen, le 30 novembre 2023

Pour le préfet de la région Normandie et par délégations,  
la directrice régionale adjointe de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement

Sandrine PIVARD

#### **Voies et délais de recours**

*Les recours gracieux, hiérarchique ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.*

*Le recours gracieux doit être adressé à :*

*Monsieur le préfet de la région Normandie  
Secrétariat général pour les affaires régionales  
7 place de la Madeleine  
CS16036  
76 036 ROUEN CEDEX*

*Le recours hiérarchique doit être adressé à :*

*Monsieur le ministre de la Transition écologique  
Ministère de la Transition écologique  
Hôtel de Roquelaure  
246 boulevard Saint-Germain  
75 007 PARIS*

*Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :*

*Tribunal administratif de Rouen  
53 avenue Gustave Flaubert  
76 000 ROUEN*

*Ce dernier peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*